

20 FCV-Moanda-Mounana

Ngounié/Département de la Douya-Onoye/Mouila/Rentrée scolaire 2018-2019...

Du retard à l'allumage



Photo : Felicien Ndongo

Pour le principal du CES Albert Martin Sambat, Romaric Mbako, la rentrée se fera progressivement.



Photo : Felicien Ndongo

A l'école publique A, le directeur et ses collaborateurs procédaient aux inscriptions et réinscriptions.



Photo : Felicien Ndongo

Au premier jour de la rentrée, aucune ombre humaine au lycée/collège Saint-Gabriel.

FN
Mouila/Gabon

CONTRAIREMENT aux instructions du ministre d'Etat à l'Education nationale, fixant la rentrée des classes de l'année scolaire 2018-2019 au 1er octobre 2018, il y a eu comme un retard à l'allumage dans le chef-lieu de la province de la Ngounié. D'autant que tous les établissements du primaire et du secondaire de la commune de Mouila ont connu des fortunes diverses, du fait notamment d'une certaine cacophonie créée par la tutelle elle-même à travers des communiqués imprécis, voire contradictoires. Dans le primaire par exem-

ple, tous les directeurs et les enseignants étaient quasiment à leurs postes respectifs. Aux écoles publiques Mouila A, B, C, D, E, F et G, ainsi que chez les catholiques et celles de l'Alliance chrétienne que nous avons visitées, l'heure était aux inscriptions et confirmations. Sous la supervision des chefs d'établissement, les personnels administratifs s'activaient pour recevoir les parents d'élèves.

Ce fut le cas à l'école publique Mouila A, dirigée par Eric Aimé Ditombi, dont les bureaux ne désemplissaient quasiment pas. Certains tuteurs allant jusqu'à boudier le montant de la mutuelle qui s'élève à 5 000 francs. « Que deviennent-nous sans moyens fi-

nanciers conséquents, d'autant plus que nous ne travaillons pas ? Pendant ce temps, les hommes politiques jettent de l'argent par la fenêtre au cours des meetings de ces élections jumelées », lance l'un d'eux.

L'insuccès de la rentrée scolaire constate au primaire a également été observé dans le secondaire. Du collège d'enseignement secondaire Albert Martin Sambat, au lycée public Jean-Jacques Boucavel, le plus grand de la Ngounié, en passant par le lycée de l'Excellence Mbombet-A-Gnangué, le lycée technique Nyonda Makita et les établissements confessionnels Val Marie, Saint-Gabriel, Alliance chrétienne Marc Divingou, la plupart des acteurs

de l'éducation étaient quasiment absents. Seuls quelques parents venant au compte-gouttes solliciter une inscription ou quelques renseignements étaient visibles ici et là.

A Albert Martin Sambat, le principal Romaric Mbako, a indiqué que la rentrée allait s'effectuer progressivement. Selon lui, tout est fin prêt pour accueillir les élèves auxquels il demande d'ailleurs de commencer les cours. Malheureusement, non seulement les élèves ne viennent pas, mais en plus il y a comme un manque d'engouement chez ces apprenants.

MI-TEMPS• De leur côté, de nombreux parents se plaignent de certaines situations.

« Tout est devenu difficile. La mutuelle et les activités socio-éducatives ont été fixées à 10 000 francs, les fournitures scolaires, sans compter l'uniforme pour lequel les établissements publics se sont entendus avec un couturier ouest-africain ayant l'exclusivité dans la vente et nulle part ailleurs. Ce qui n'est pas du goût des parents que nous sommes et ne facilite pas non plus les choses. Pourtant, la disposition de la vente des tenues n'est pas du ressort des chefs d'établissement du secondaire ! », lance l'un d'eux.

A tous ces problèmes, s'ajoute celui lié aux capacités d'accueil, du fait des effectifs pléthoriques. Aucune nouvelle salle de classe n'étant sortie de terre, l'on devrait

assister cette année, comme par le passé, à une surpopulation d'apprenants qu'il faudra ensuite tenter de juguler par le système de la mi-temps, dans le primaire notamment.

Dans le secondaire, c'est le branle-bas. « Nous sommes confrontés aux problèmes de plusieurs ordres, notamment infrastructurels et des effectifs pléthoriques. Les tables-bancs que nous avons reçus ne peuvent être utilisés, d'autant plus que nous ne possédons pas de classes physiques », fait observer un chef d'établissement.

Dans l'ensemble, les choses sont encore au point mort à Mouila. Les jours et les semaines à venir seront donc déterminants pour la reprise effective des cours.

Département de la Dola/Ndendé/Autonomisation de la femme rurale

Des alternatives économiques pour améliorer les conditions de vie



Photo : Felicien Ndongo

Une vue des animatrices de l'atelier.



Photo : Felicien Ndongo

Les participantes pendant l'atelier de transformation des produits locaux.



Photo : Felicien Ndongo

Quelques produits transformés et prêts à la consommation.

FN
Mouila/Gabon

UN atelier de formation et d'information a été organisé récemment au village Ferra, dans le département de la Dola, près de Ndendé son chef-lieu. Il était destiné aux participantes provenant de la Côte-d'Ivoire, représentées par Josiane Yebi Boyo du Réseau des femmes braves, du Cameroun par Marie Crescence Ngobo du Réseau des acteurs du développement durable et du Gabon, représentées par les femmes riveraines des plantations de monoculture d'arbres, ainsi que les membres des ONG, Association gabonaise des Nations unies et Muyissi Environnement. Les représentants des villages de la Ngounié impactés par le projet Olam Palm y prenaient égale-

ment part. Consacrée aux femmes, cette rencontre visait à autonomiser la gent féminine rurale riveraine des plantations de palmier à huile, et apporter une sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les foyers touchés par les méfaits dudit palmier. Ne disposant plus de forêts pour se ravitailler en produits forestiers non ligneux, ni de cours d'eau pour la pêche et l'approvisionnement domestique, ces femmes ont ainsi trouvé des alternatives économiques à exploiter pour améliorer leurs conditions de vie.

Mais avant de procéder à des excursions et de prendre part aux ateliers de transformation des produits agricoles locaux, qu'elles devaient par la suite déguster et faire déguster pour en apprécier la saveur, ces

dames ont eu droit à un exposé sur "Le pourquoi les plantations ne sont pas des forêts".

Selon les intervenantes, l'arrivée des plantations de palmier à huile a causé la perte de plusieurs richesses. En aucun cas, elles ne peuvent remplacer les forêts ou les savanes. Moins de gibier, plus de rivières polluées, avec moins de poissons et un manque de produits issus de la cueillette (noisettes, champignons, fruits rouges...).

De nombreux sites sacrés ont été détruits, des forêts et lacs sacrés ont été profanés. Les populations observent également une recrudescence des attaques de pachydermes.

Au terme de cette activité, les femmes riveraines ont communément décidé de faire connaître leur position sur la définition de la forêt. Ainsi, un courrier sera envoyé au Fonds

des Nations unies pour l'agriculture (FAO) avec ampliation au ministère en charge de la question.

Par ailleurs, l'atelier de transformation des produits agricoles a permis aux participantes d'acquérir les techniques de fabrication, de conservation et de transformation des denrées alimentaires telles que les feuilles et tubercules de manioc, ainsi que les fruits saisonniers. De même, diverses présentations de mets confectionnés séance tenante ont fait naître de nombreuses vocations chez ces femmes, désormais prêtes à se prendre en charge.

FEUILLE DE MANIOC AU POISSON SALÉ• Au nombre des produits transformés, et qui ont d'ailleurs fait l'objet d'une dégustation, se trou-

vaient des gâteaux à la farine de manioc, crêpes, beignets, galettes de manioc épicées, boulettes de tubercules salées et sucrées, boulettes de taro salées et sucrées, feuilles de manioc séchées à la pâte d'arachide grillée et bouillie, paquets de feuilles manioc séchées à la pâte d'arachide, aux courges, feuilles de manioc au poisson salé, chips d'ignames, de taro, de tubercules, gaufrettes à la farine de manioc, coco rappé au caramel de sucre, jus de Bissap et de gingembre, sirop de citron, citronnelle Bissap, confiture de papaye, huile de piment et de coco.

Au terme de cet atelier, les femmes se sont dit satisfaites. Elles affirment avoir été impressionnées par les recettes apprises et surtout l'initiative de les réunir toutes dans un vil-

lage impacté, afin qu'elles puissent partager leurs expériences. Elles se sont alors exhortées pour une prise de conscience collective. Promettant ainsi de capitaliser leurs acquis dans l'optique de se rendre autonomes.

« Nous formulons toutes le vœu que lors des prochaines activités organisées par Muyissi, les femmes fassent des expositions sur les produits qu'elles auraient commencé à transformer dans leurs différentes localités », ont-elles lancé à l'endroit des organisateurs de l'atelier qui, indique-t-on, était organisé dans le cadre de la Journée internationale de lutte contre l'expansion des plantations de monocultures d'arbres.

Le thème de cette année était : "Les plantations ne sont pas des forêts".